

Abidjan, Côte d'Ivoire  
29 mai 2020

## Communiqué de presse

---

### La corruption prend de l'ampleur en Côte d'Ivoire et risque de gangréner la gestion de la crise de la COVID-19

Les résultats de l'enquête récente d'Afrobarometer révèlent qu'une bonne partie des Ivoiriens perçoivent de la corruption chez « la plupart » ou « tous » les agents de l'État.

Les policiers et les gendarmes sont classés à la tête, suivis par les magistrats, les agents des impôts, et le président avec les officiels de la Présidence. En même temps, depuis 2013, l'insatisfaction des citoyens est croissante en ce qui concerne la lutte contre cette corruption au sein de l'administration publique.

Dans un contexte de crise liée à la pandémie de la COVID-19, ces données suggèrent que les décideurs politiques, la société civile, et les médias doivent accentuer la lutte contre la corruption pour plus de transparence et reddition des comptes dans la gestion des ressources de l'État. Les aides destinées aux populations les plus vulnérables et aux travailleurs du secteur informel ou privé pourraient aussi être détournées si un processus transparent n'est pas mis en place par les services de l'État.

La corruption est aggravée par le fait que le citoyen lambda ne puisse dénoncer des actes de corruption en raison de la peur de représailles contre sa personne.

Pour toutes ces raisons, la corruption est une préoccupation particulière qui doit susciter l'intérêt des acteurs animés par les principes de bonne gouvernance en Côte d'Ivoire.

#### Résultats clés

- Les gendarmes et policiers, les magistrats, les agents des impôts, le président et les officiels de la Présidence sont pour « la plupart » ou « tous » perçus corrompus respectivement par 58%, 43%, 39%, et 35% des Ivoiriens (Figure 1).
- Sept Ivoiriens sur 10 (69%) considèrent que le gouvernement adresse « plutôt mal » ou « très mal » le problème de la corruption au sein de l'administration publique, une hausse de 10 points de pourcentage depuis 2017 (Figure 2).
- Huit citoyens sur 10 (81%) considèrent qu'ils risquent des représailles ou conséquences négatives s'ils dénoncent des cas de corruption. Comparée à 2017, cette proportion est en hausse de 13 points de pourcentage (Figure 3).

#### Afrobarometer

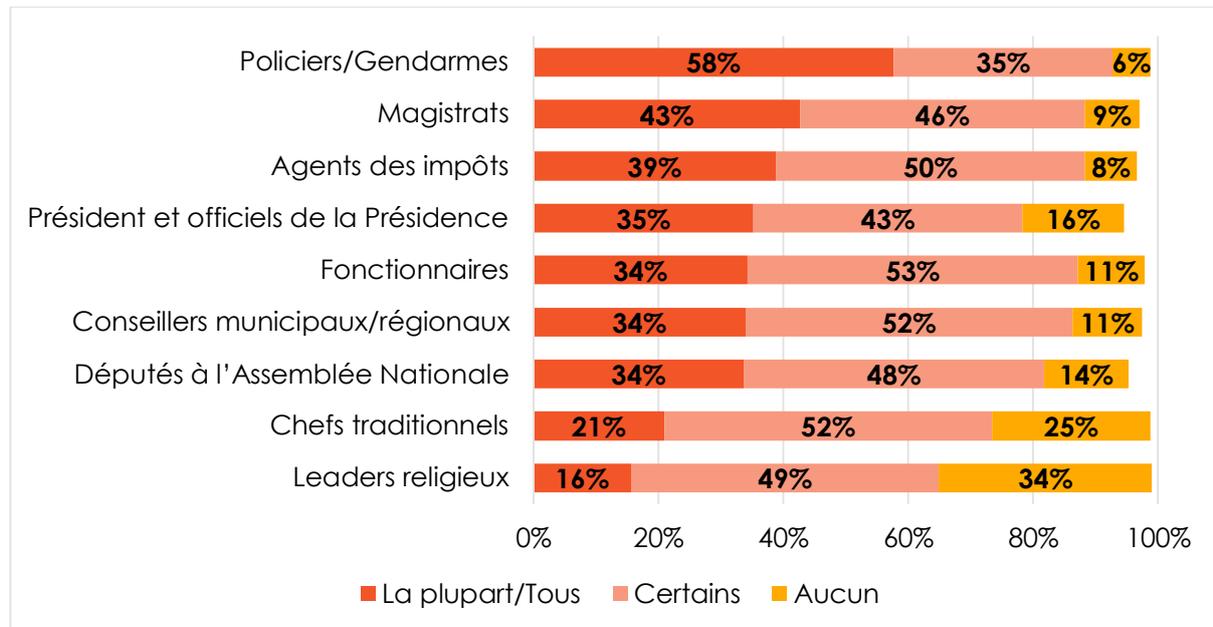
Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, la gouvernance, et la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans jusqu'à 38 pays africains entre 1999 et 2018, et les enquêtes du Round 8 sont actuellement en cours (2019/2020). Afrobarometer mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer en Côte d'Ivoire, dirigée par le CREFDI, a interviewé 1.200 adultes ivoiriens entre le 1<sup>er</sup> et le 16 novembre 2019. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau pays avec une marge d'erreur de +/- 3 points de pourcentage à un niveau de

confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées en Côte d'Ivoire en 2013, 2014, et 2016-2017.

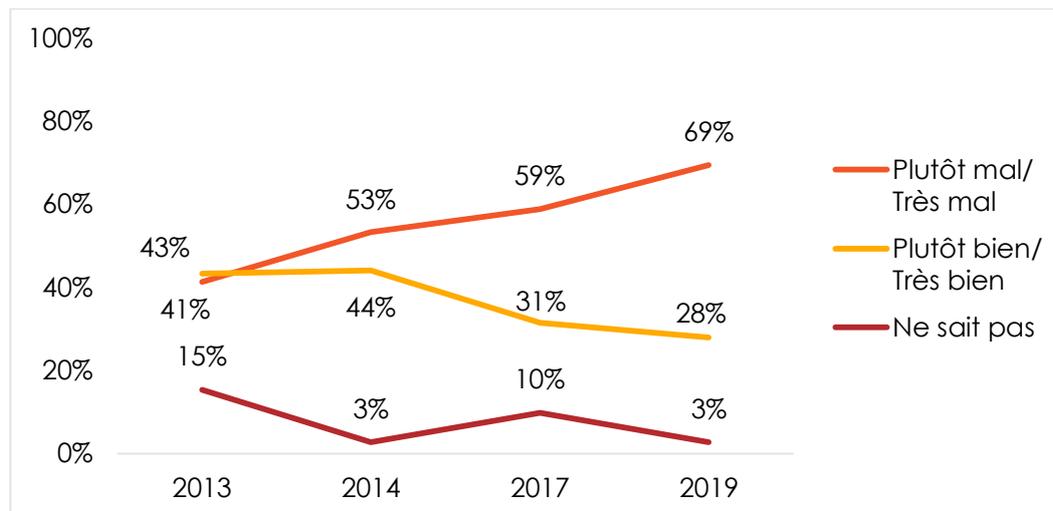
## Figures

**Figure 1: Perception de corruption | Côte d'Ivoire | 2019**



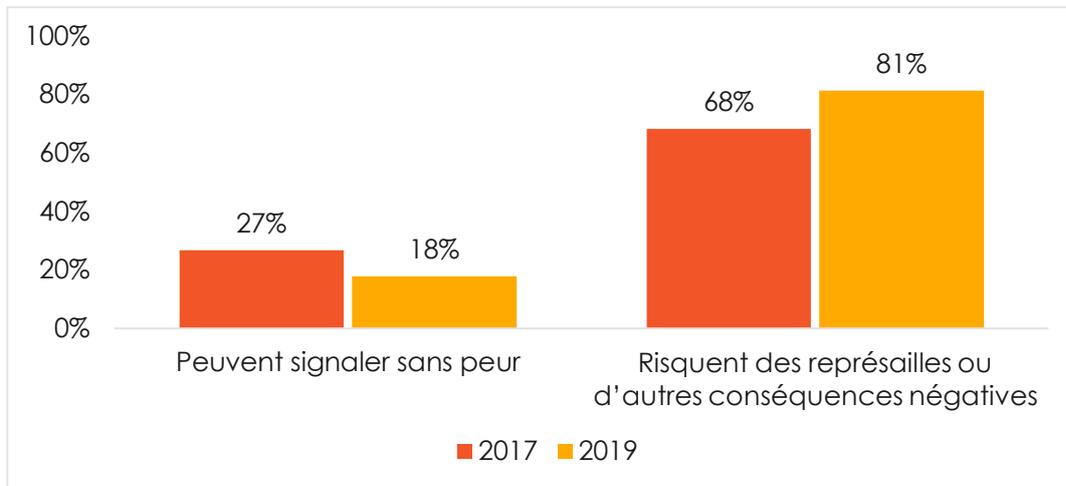
**Questions posées aux répondants:** Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour donner votre opinion?

**Figure 2: Performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption | Côte d'Ivoire | 2013-2019**



**Question posée aux répondants:** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: La lutte contre la corruption au sein de l'administration publique?

**Figure 3: Peur de représailles en cas de dénonciation | Côte d'Ivoire | 2017-2019**



**Questions posées aux répondants:** Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent?

**Pour plus d'informations, veuillez contacter:**

Silwé Kaphalo Ségorbah Michel  
Telephone: (225) 01 86 27 53  
Email: [segorbah7@gmail.com](mailto:segorbah7@gmail.com) / [ssegorbah@crefdi.org](mailto:ssegorbah@crefdi.org)

Veuillez consulter: [www.crefdi.org](http://www.crefdi.org) et [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)

